Didier Benjamin et Henry Godard, *Les outremers français : des espaces en mutation*

1999, Paris, Éditions Ophrys, Coll. GéOphrys, 267 p.

Gilles Blanchet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jso/1741>

DOI : 10.4000/jso.1741

ISSN : 1760-7256

Éditeur

Société des océanistes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2001

Pagination : 94-95

ISSN : 0300-953x

Référence électronique

Gilles Blanchet, « Didier Benjamin et Henry Godard, *Les outremers français : des espaces en mutation* », *Journal de la Société des Océanistes* [En ligne], 112 | Année 2001-1, mis en ligne le 28 mai 2008, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jso/1741> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jso.1741>

res. Cela l'empêche de considérer les DOM comme des entités spécifiques dotées d'un dynamisme propre. Cette attitude est d'autant plus enracinée qu'avec la départementalisation de 1946 et la décentralisation de 1982, la France pense avoir opéré une décolonisation exemplaire et réussi à transformer sa relation de domination en une relation citoyenne, à base d'égalité et de solidarité.

Mais, remarque Fabienne Federini, l'acte de nommer n'est pas neutre. L'utilisation des termes génériques de DOM, TOM, DOM-TOM ou d'Outre-Mer empêche de penser la singularité de ces territoires. Elle illustre la position dominante de la métropole qui, comme à l'époque coloniale, continue de tenir un discours global qui ne reflète que son point de vue. Pour que la France se représente autrement ses territoires d'outre-mer, il faudrait qu'elle commence par se remettre en question et s'affranchisse d'une représentation idéalisée de son rôle, qui s'inspire des idéaux et valeurs humanistes de la période des lumières.

Cette façon de voir ne peut que la conduire dans une impasse et il faudrait qu'elle la corrige avant d'y être contrainte par son appartenance à l'Union européenne.

Fabienne Federini a le double mérite de mettre en évidence le poids du politique dans les relations entre la France et ses territoires d'outre-mer et de souligner le décalage souvent flagrant entre les discours et la réalité. Elle rappelle utilement qu'en politique on ne peut prendre au pied de la lettre le langage employé et que la référence à des valeurs universelles ne fait souvent qu'habiller ou masquer la recherche d'intérêts plus triviaux. De façon plus spécifique, elle souligne le poids du passé, la part du mythe et de l'imaginaire dans l'image des DOM-TOM véhiculée sur la place publique, qui explique peut-être la posture avantageuse que se croit toujours obligée d'adopter la métropole. Elle montre que, pour bien saisir les liens entre la métropole, les DOM ou les TOM, il faut aller au-delà du sens commun et, au lieu de se bercer de l'illusion d'une connaissance immédiate, recourir à une démarche scientifique.

Son analyse des discours métropolitains ne suffit pas cependant à fonder une archéologie des relations entre la métropole et l'outre-mer. Il faudrait aller plus avant dans l'étude des discours, les replacer dans un cadre plus large et les décoder en fonction du lieu où ils sont prononcés, du public auquel ils s'adressent et des antécédents auxquels ils se réfèrent.

Il faudrait aussi se livrer à une analyse symétrique des discours tenus par les responsables et élus des territoires d'outre-mer, qui s'exercent sur d'autres registres et s'appuient sur des structures et un contexte différents.

Il faudrait enfin voir dans quelle mesure, ici et là, les artifices et figures de rhétorique du langage officiel ne sont pas une façade à usage externe dont les protagonistes des deux bords ne sont pas dupes. Entre les uns et les autres, les relations sont complexes et subtiles. Elles s'appuient sur des relations asymétriques et un passé partagé qui font que, pour parvenir à ses fins, chacun a appris à s'avancer voilé et à se couler dans un moule convenu.

BENJAMIN, Didier et Henry GODARD, 1999. *Les outre-mers français : des espaces en mutation*, Paris, Éditions Ophrys, Coll. GéOphrys, 267p.

Henry Godard et Didier Benjamin sont professeurs de géographie et chercheurs à l'université de la Réunion. Ils viennent de coordonner un volume de l'Atlas de France consacré aux 'outre-mers' et ont constitué un réseau documentaire et scientifique, le 'Rom', qui met en synergie les laboratoires de géographie des universités d'outre-mer et de la Rochelle et bénéficie du soutien du secrétariat d'État à l'Outre-mer.

Tous deux présentent ici une synthèse actualisée de l'ensemble de leurs travaux et épaulent leur texte avec un abondant corpus cartographique et statistique, une bibliographie détaillée et des références aux sites web consacrés à ce domaine.

Figurent aussi en annexe des extraits des principaux textes réglementaires qui ont jalonné l'histoire coloniale et post-coloniale outre-mer. Cela va du Code Noir de 1685 et de l'abolition de l'esclavage en 1848 aux accords de Lomé de 1989 et à l'accord sur la Nouvelle-Calédonie de 1998. Au total, un ouvrage d'une lecture aisée où la cohérence du propos le dispute à l'éclectisme et aux jugements balancés. Ils s'appuient sur le concept de centre/périphérie, débarrassé de tout contenu idéologique, et recourent à plusieurs échelles d'analyse. Une approche à petite échelle met en évidence les convergences des outre-mers qui se caractérisent par des structures et des comportements analogues, et des dynamiques voisines en matière démographique, économique ou sociale.

Une échelle intermédiaire, qui amène à se pencher sur les 217 communes ultramarines met, au contraire, en relief leurs disparités économiques et leur différences sociales. Une plus grande échelle fait enfin ressortir le rôle clé des grandes agglomérations urbaines, qui apparaissent comme des relais de la métropole et interviennent simultanément comme des pôles de développement pour leur environnement immédiat et des facteurs de marginalisation pour leurs périphéries.

Ces différents niveaux d'analyse mettent en évidence le rôle joué par la perspective adoptée et débouchent sur un relativisme auquel n'échappent pas les auteurs lorsqu'ils se tournent vers une approche spatiale. Dans un cadre national et européen, les outre-mers leur apparaissent « fragiles » et « protégés ». Le montant croissant des transferts publics débouche sur une consommation accrue mais n'arrive pas à développer un tissu productif de plus en plus lâche et sans vigueur. Les transferts continuent cependant de se justifier par les handicaps qu'ils s'efforcent de surmonter et par la solidarité nationale dont ils sont les témoins. Dans un cadre régional, les espaces ultramarins apparaissent inversement comme des îlots artificiellement prospères, difficiles à intégrer dans leur voisinage du fait de leur niveau de vie élevé et de leur statut particulier. Sur le plan mondial enfin, les territoires outre-mer ont l'inconvénient d'être éloignés de leurs centres de décision et de se situer à contre-courant d'un mouvement d'idées qui se traduit par une quête identitaire et une multiplication des États-nations.

L'ouvrage s'achève sur une série d'interrogations. Les avantages que les outre-mers tirent de leur dépendance de la métropole ne risquent-ils pas d'être remis en cause par le processus d'internationalisation de l'économie française et la construction de l'Union européenne ? Une plus grande indépendance est-elle envisageable alors que l'étroitesse de leurs liens avec la métropole rend difficile leur intégration régionale et fait que leurs structures productives demeurent anémiques ? Comment garantir le maintien de hauts niveaux de vie et de consommation ? N'y aurait-il d'autre alternative à la dépendance d'une puissance tutélaire que de choisir un statut de paradis fiscal et de zone franche, ou d'accepter d'être une base technologique dans le domaine spatial ou nucléaire ?

Le livre refermé, on reste impressionné par son caractère encyclopédique et la variété des informations qu'il véhicule. Il apparaît comme un ouvrage de référence dans un domaine trop souvent caractérisé par des points de vue abrupts et des images stéréotypées. Il soulève aussi quelques questions.

La première est d'ordre sémantique et concerne l'emploi du pluriel au lieu du singulier pour désigner l'outre-mer. Les auteurs se contentent d'y faire une brève allusion et il faut se reporter à leur contribution à l'Atlas de France pour en comprendre les raisons. Ils y expliquent que « mettre le terme au singulier, c'est insister sur la communauté d'histoire de cet ensemble hérité de l'époque révolue des colonies » et qu'au contraire, « en parler au pluriel conduit à l'évocation d'itinéraires historiques divergents, d'une construction juridique constamment inachevée et d'un assemblage de territoires éparpillés sur la planète ». L'intitulé même de l'ouvrage qui définit les outre-mers comme 'des espaces en mutation' le confirme sans être plus explicite. Le sens des mutations n'est pas précisé et le terme d'espace est employé de façon protéiforme pour désigner des territoires, des organisations ou des groupes d'agents.

Le public destinataire n'est pas non plus précisé et on peut penser que, comme pour l'Atlas, il s'agit de Français de la métropole peu familiers avec la 'France du lointain'. Cette interrogation marque les limites de l'ouvrage qui se caractérise comme un travail fait par des Français de souche à l'intention des Français de souche. Privilégiant le point de vue de la métropole, il ne donne pas la parole aux autochtones et ne prend pas davantage en considération leurs écrits.

Le souci de ne pas empiéter sur le terrain du politique conduit aussi les auteurs à privilégier la description sur l'analyse et à ne pas toujours soumettre les représentations premières de la réalité au crible des connaissances scientifiques. Plus préoccupés de quantitatif que de qualitatif, ils s'intéressent moins aux causes qu'aux effets des flux, ce qui conduit parfois à des raccourcis réducteurs. Une forte croissance démographique n'est perçue que comme un fardeau et une menace. Le chômage est expliqué par la jeunesse de la population et les difficultés du tourisme par sa trop

grande dépendance des flux métropolitains. Les transferts publics trouvent pareillement leur justification dans l'existence de handicaps structurels. Ils ne s'interrogent pas sur leur manque chronique d'efficacité ou leurs effets secondaires parfois désastreux et se bornent à y voir une expression privilégiée de la solidarité nationale. Ils reconnaissent pourtant que les sorties de capitaux privés sont aussi élevées que les entrées de fonds publics et que les outre-mers permettent à la France d'être présente sur toutes les mers du globe et d'avoir un poids dans le monde qui dépasse largement celui qui serait le sien si elle se réduisait à l'hexagone.

Gilles BLANCHET, IRD (Brest)

CAZAUMAYOU Jérôme et Thomas DE DECKKER, 1999. *Gabriel Païta, témoignage kanak. D'Opao au pays de la Nouvelle-Calédonie. 1929-1999*, Paris, L'Harmattan, « Mondes océaniques », 272 p.

Cet ouvrage se veut un récit autobiographique de Gabriel Païta et présente ainsi l'intérêt d'un témoignage de la vie politique kanak, vécue de l'intérieur et couvrant la seconde moitié du xx^e siècle. Ce témoignage fut recueilli, mis en forme et documenté par deux étudiants de l'université française de Nouvelle-Calédonie, Jérôme Cazaumayou et Thomas de Deckker, dans le cadre du DEA d'anthropologie « Langues et sociétés dans le Pacifique insulaire. Dynamismes et mutations ». Il rend compte du « voyage mouvementé de Gabriel Païta à travers sept décennies d'histoire calédonienne » (p. 5). La recherche d'une abondante documentation³ afin « de procéder aux vérifications d'usage, de rédiger une indispensable chronologie, d'établir un index détaillé des noms cités et de faire la synthèse de tout le matériel juridique nécessaire à la clarté et à la précision du texte » (p. 8) est supposée compléter la série d'entretiens de Gabriel Païta réalisés entre juin et novembre 1998.

En tant que récit autobiographique d'un homme politique kanak ayant participé à toute la montée du nationalisme faisant suite à l'entrée en politique des Kanaks à la fin du régime de l'Indigénat, ce témoignage est intéressant pour quiconque s'intéresse à la Nouvelle-Calédonie. Gabriel Païta, né en 1929, fut à vingt-huit ans le benjamin de l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie, élu en octobre 1957 conseiller de la côte Ouest avec dix-sept autres de ses camarades de l'Union calédonienne. Comme beaucoup de responsables politiques kanak, Gabriel Païta a été formé au séminaire, l'accès à l'enseignement public leur étant interdit. Il a ensuite été enseignant avant de se lancer en politique, à la demande des « Anciens » de sa tribu de Païta. À travers le récit de son parcours, il nous fait partager la montée de l'Union calédonienne et l'accession des Kanaks à la vie politique.

À la naissance du FLNKS en 1984, Gabriel Païta quitte la mouvance indépendantiste. Sans doute est-ce

3. Voir notamment en annexe, une chronologie indicative, la présentation de l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie, des différents partis politiques ainsi que des éléments bibliographiques sur les principaux personnages cités. De nombreuses notes de bas de page viennent compléter le récit, sans toujours l'éclaircir.